

# CLAIMS RESOLUTION TRIBUNAL

---

[Seule la version originale en langue anglaise fait foi]

dans le cadre du Holocaust Victim Assets Litigation

Affaire numéro CV96-4849

## **Décision certifiée de non-attribution**

de la requête de la requérante [SUPPRIMÉ]  
agissant en son propre nom et en qualité de représentante de [SUPPRIMÉ] , [SUPPRIMÉ] et  
[SUPPRIMÉ]

et de la requête de la requérante [SUPPRIMÉ]  
agissant en son propre nom et en qualité de représentante de [SUPPRIMÉ] ,  
[SUPPRIMÉ], [SUPPRIMÉ], [SUPPRIMÉ], [SUPPRIMÉ]  
et [SUPPRIMÉ]

## **concernant les comptes bancaires de Irène Braslavsky**

Numéro de requête: 219485/AV; 222576/AV

La présente décision certifiée de non-attribution est basée sur les requêtes déposées par [SUPPRIMÉ, née [SUPPRIMÉ] (ci-après : « la requérante [SUPPRIMÉ]») et par [SUPPRIMÉ] (ci-après : « la requérante [SUPPRIMÉ] ») (ci-après ensemble : « les requérantes») concernant les comptes publiés d'[SUPPRIMÉ] (ci-après : « la titulaire du compte ») auprès de la succursale lausannoise de la banque [SUPPRIMÉ] (ci-après : « la banque »).<sup>1</sup>

Toutes les décisions sont publiées. Toutefois, lorsque, comme en l'espèce, le requérant demande que sa requête soit traitée de manière confidentielle, les noms du requérant, de tout parent du requérant autre que le titulaire du compte, ainsi que celui de la banque, demeurent confidentiels.

## **Informations fournies par les requérantes**

Les requérantes ont soumis des formulaires de requête assez semblables, dans lesquels elles identifient la titulaire du compte comme étant leur arrière grande mère, [SUPPRIMÉ], née [SUPPRIMÉ] le 4 octobre 1868 à Kiev, Russie (aujourd'hui l'Ukraine), et qui avait épousé

---

<sup>1</sup> Le CRT note que sur la liste publiée en février 2001 des comptes le *Independent Committee of Eminent Persons* (ci-après : « l'ICEP ») a identifiés comme ayant probablement ou éventuellement appartenu à des victimes des persécutions nazies (ci-après : « la liste ICEP »), Irène Braslavsky est identifiée comme étant la titulaire de six comptes. Lors de l'analyse effectuée par le CRT, ce dernier a conclu que dans les documents bancaires il est fait référence à sept comptes.

[SUPPRIMÉ] . Les requérantes déclarent que leur arrière grande mère, qui était juive, avait eu trois enfants : [SUPPRIMÉ], né en 1889 à Kiev; [SUPPRIMÉ] (grand-père paternel de la requérante [SUPPRIMÉ]), né le 10 May 1891 à Kiev; et [SUPPRIMÉ], née [SUPPRIMÉ] (grande-mère paternelle de la requérante [SUPPRIMÉ]), née le 17 janvier 1900 à Kiev. Les requérantes indiquent que le frère de leur arrière grande mère était banquier à Kiev et qu'il se rendait avec fréquence en Suisse, où il a probablement ouvert des comptes au nom de sa sœur. Les requérantes ajoutent que leur arrière grande mère et sa famille choisissaient fréquemment la Suisse pour passer leurs vacances. Selon les requérantes, leur arrière grande mère avait quitté Kiev suite à la Révolution russe et s'était installée à Paris, France, où elle avait résidé au 34, rue Mazarine, jusqu'au décès de son mari en 1936. Les requérantes ajoutent que leur arrière grande mère avait pris résidence ensuite chez son fils [SUPPRIMÉ] à Paris jusqu'en 1940, lorsqu'ils ont tous deux fui vers la zone libre de la France, en changeant plusieurs fois d'endroit de résidence. Les requérantes ajoutent qu'à la fin de la Seconde Guerre mondiale leur arrière grande mère est rentrée à Paris, où elle est décédée le 27 septembre 1949.

À l'appui de leurs requêtes, les requérantes ont soumis plusieurs documents, notamment : l'acte de décès de leur arrière grande mère, lequel l'identifie comme [SUPPRIMÉ], née [SUPPRIMÉ] à Kiev et résidant à Paris. La requérante [SUPPRIMÉ] a soumis l'acte de décès de son grand-père, lequel l'identifie comme [SUPPRIMÉ], né à Kiev et résidant à Paris ; l'acte de naissance de son père, lequel l'identifie comme [SUPPRIMÉ], fils d'[SUPPRIMÉ]; et le livret de famille de sa famille, lequel identifie la requérante [SUPPRIMÉ] comme étant la fille de [SUPPRIMÉ]. La requérante [SUPPRIMÉ] a soumis le livret de famille de sa famille, lequel identifie son père comme étant [SUPPRIMÉ], né à Kiev et dont la mère était [SUPPRIMÉ].

La requérante [REDACTED] déclare être née le 20 août 1959 à Paris. La requérante [REDACTED] agit en qualité de représentante de sa mère, [REDACTED], née [REDACTED] le 19 février 1934 à Bois-Colombe, France, et de ses sœurs, [REDACTED], née [REDACTED] le 6 août 1957 à Paris, et [REDACTED], née le 18 juin 1963. La requérante [REDACTED] déclare être née le 8 janvier 1946 à Castres-Tarn, France. La requérante [REDACTED] agit en qualité de représentante de ses frères, [REDACTED], né le 19 mars 1949 à Paris, et [REDACTED], né le 29 mars 1952 à Boulogne-Billancourt, France; de ses neveux, [REDACTED], né le 15 mars 1969 à New York, New York, États Unis, et [REDACTED], né le 12 July 1973 à New York; et de ses cousins, [REDACTED], né le 11 octobre 1950 à New York, et [REDACTED], né le 16 octobre 1952 à New York.

### **Informations contenues dans les documents bancaires**

Les documents bancaires consistent en une carte client. Il ressort de ces documents que la titulaire du compte était *Mme. Irène Braslavsky*, née Dobry, résidant à Oxford, Angleterre, Paris, France et Lausanne, Suisse. Les documents bancaires indiquent que le 5 août 1947 la titulaire du compte a informé la banque qu'elle était une réfugiée russe. En outre, les documents bancaires indiquent que la titulaire du compte détenait sept comptes : un compte courant en francs suisses, ouvert le 16 décembre 1933 et fermé le 18 novembre 1949 ; un compte courant en livres sterling, ouvert le 3 décembre 1937 et fermé le 24 septembre 1942 ; un compte courant en dollars des États Unis d'Amérique, ouvert le 6 janvier 1938 et fermé le 2 septembre 1947 ; un dépôt de

titres, numéro 3079, ouvert le 18 juin 1938 et fermé le 24 novembre 1949 ; un compte courant en dollars canadiens, ouvert le 13 janvier 1943 et fermé le 28 juillet 1948 ; un compte courant en dollars des États Unis d'Amérique, numéro 13125, ouvert le 8 juillet 1943 et fermé le 19 janvier 1948 ; et un compte courant en dollars des États Unis d'Amérique, ouvert le 5 août 1947 et fermé le 19 janvier 1948. Les documents bancaires ne précisent pas quels étaient les soldes de ces comptes.

## **Analyse effectuée par le CRT**

### Jonction des requêtes

Conformément à l'article 37(1) des règles de procédure pour le règlement des requêtes, telles qu'amendées (ci-après : « les règles »), les requêtes portant sur un même compte ou des comptes apparentés pourront être jointes en une seule procédure à l'appréciation du CRT. En l'espèce, le CRT estime opportun de joindre les deux requêtes des requérantes en une seule procédure.

### Identification de la titulaire du compte

Les requérantes ont identifié la titulaire du compte de façon plausible. Le nom, la ville et le pays de résidence de leur arrière grande mère correspondent au nom, à la ville et au pays de résidence de la titulaire du compte. Les requérantes ont identifié le pays d'origine de la titulaire du compte, ce qui concorde avec l'information non publiée concernant la titulaire du compte qui figure dans les documents bancaires. À l'appui de leurs requêtes, les requérantes ont soumis des documents, notamment l'acte de décès de leur arrière grande mère, lequel l'identifie comme [SUPPRIMÉ], née [SUPPRIMÉ] à Kiev et résidant à Paris, apportant ainsi une vérification indépendante que la personne identifiée comme étant la titulaire du compte portait le même nom et avait le même pays d'origine que la titulaire du compte selon les documents bancaires. Le CRT note que l'autre revendication reçue concernant ces comptes a été rejetée car ce requérant-là a soumis un pays d'origine différent du pays d'origine de la titulaire du compte.

### La titulaire du compte en tant que victime de persécutions nazies

Les requérantes ont démontré qu'il est plausible que la titulaire du compte ait été victime de persécutions nazies. Les requérantes ont affirmé que la titulaire du compte était juive et qu'elle avait fui Paris vers la zone libre de la France.

### Le lien de parenté entre les requérantes et la titulaire du compte

Les requérantes ont rendu vraisemblable qu'elles sont apparentées à la titulaire du compte en soumettant des informations biographiques spécifiques démontrant que la titulaire du compte était leur arrière grande mère. Le CRT note que les requérantes ont identifié des renseignements non publiés concernant la titulaire du compte qui figurent dans les documents bancaires. En outre, le CRT note que les requérantes ont soumis une copie de l'acte de naissance de leur arrière grande mère. Le CRT note qu'il est plausible que ce document soit du type de ceux que seul un membre de la famille posséderait. De plus, le CRT note que la requérante [SUPPRIMÉ] a soumis

une copie de l'acte de décès de son grand-père, lequel l'identifie comme [SUPPRIMÉ], né à Kiev et résidant à Paris et que la requérante [SUPPRIMÉ] a soumis le livret de famille de sa famille, lequel identifie sa grande-mère comme étant [SUPPRIMÉ] et indiquant que son père était né à Kiev, apportant ainsi une vérification indépendante que les parents de la requérante portaient le même nom de famille que la titulaire du compte et qu'ils résidaient en Russie et à Paris. Finalement, le CRT note que l'information sus-mentionnée est de celles que seul un parent est susceptible de connaître, ce qui dénote que les requérantes connaissaient effectivement la titulaire du compte comme membre de leur famille. Tous ces renseignements renforcent la crédibilité de l'information fournie par les requérantes quant à leur lien de parenté avec la titulaire du compte, tel qu'elles l'ont affirmé dans leurs formulaires de requête.

Rien ne semble indiquer que la titulaire du compte ait d'autres héritiers en vie en dehors des personnes que les requérantes représentent.

#### Présomptions relatives aux comptes fermés « par inconnu »

Il ressort des documents bancaires que la titulaire du compte détenait un dépôt de titres qui a été fermé le 24 novembre 1949, et six comptes courants, dont deux ont été fermés le 19 janvier 1948, et le reste le 24 septembre 1942, le 2 septembre 1947, le 28 juillet 1948 et le 18 novembre 1949.

Les documents bancaires indiquent donc que la titulaire du compte a ouvert des comptes avant, durant et après la Seconde Guerre mondiale. En particulier, les documents bancaires indiquent que la titulaire du compte a ouvert trois comptes courants le 13 janvier 1943, le 8 juillet 1943 et le 5 août 1947. Le CRT note que les activités enregistrées dans ces comptes durant et après la Seconde Guerre mondiale, y compris l'ouverture de nouveaux comptes, indiquent que la titulaire du compte était en contact avec la banque, avait eu accès à ces comptes et avait pu les administrer durant et après la Guerre. Par conséquent, le CRT détermine que la titulaire du compte a fermé les comptes revendiqués et en a reçu les avoirs.

#### Droit d'appel

Conformément à l'article 30 des règles, les requérantes peuvent interjeter un appel auprès de la Cour par l'intermédiaire des représentants spéciaux dans un délai de quatre-vingt-dix (90) jours à partir de la date de la lettre accompagnant la présente décision. L'appel devra être envoyé à l'adresse suivante : Office of Special Master Michael Bradfield, 51 Louisiana Ave., NW, Washington, DC 20001 USA.

L'appel doit être interjeté par écrit à l'adresse indiquée ci-dessus. Les appels soumis sans explication plausible que la décision est erronée ou sans présentation de nouvelle preuve pourront être rejetés sommairement.

### **Portée de la décision de non-attribution**

Le CRT informe les requérantes que, conformément à l'article 20 des règles, leurs requêtes feront l'objet de recherches additionnelles afin de déterminer s'il existe d'autres comptes bancaires auxquels elles auraient droit. De telles recherches porteront notamment sur la base de données de la totalité des comptes, comprenant 4,1 millions de comptes bancaires suisses qui étaient ouverts entre 1933 et 1945.

### **Certification de la décision de non-attribution**

Le CRT recommande à la Cour d'approuver la présente décision certifiée de non-attribution.

Claims Resolution Tribunal  
Le 6 mai 2006